

Développement et enjeux de l'action du « 25 » à Marcinelle
Citizen action in Neighbourhood "25"
Desarrollo y formas de acción en el barrio del 25 en Marcinelle

A. Croegaert and P. Dailly

Number 4 (44), Fall 1980

Logement et luttes urbaines

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1035035ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1035035ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Croegaert, A. & Dailly, P. (1980). Développement et enjeux de l'action du « 25 » à Marcinelle. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 41–45.
<https://doi.org/10.7202/1035035ar>

Article abstract

Neighbourhood "25" is located in the suburbs of Charleroi in the heart of a region that is in the throes of severe economic difficulty. This neighbourhood has been threatened now for several years by vast urban renewal projects which take little account of the interests of the residents who are mostly immigrant workers and even less of the rich social and industrial history of the area.

The "25" committee, founded in 1978, defends the social and cultural objectives of the residents. It seeks to make the voice of the people more powerful and effective. Technical resource people from the outside are occasionally called in but every effort is made to ensure that they do not deviate the committee from its fundamental objectives.

A Neighbourhood Association Center is a key factor in the success of the committee. The individual needs of various residents (which range from plumbing and electricity repairs to educational and recreational facilities) are dealt with in a manner that seeks to reinforce a positive collective identity.

Développement et enjeux de l'action du « 25 » à Marcinelle

A. Croegaert, P. Dailly

Anne Croegaert, architecte et Pierre Dailly, enseignant sont deux habitants du quartier « 25 ». Ils parlent ici en leur nom propre et non comme porte-parole du « 25 ».

Pour situer le quartier du « 25 »

Le quartier du « 25 » est une île dans l'agglomération carolorégienne, une enclave proche du coeur de Charleroi. Ses pourtours sont des barrières urbaines : au nord-est, des usines sidérurgiques, la Sambre, la gare de formation ; au sud-ouest, les axes routiers et ferroviaires vitaux pour l'agglomération.

Au centre du quartier, le site minier constitue une enclave dans l'enclave. Il est séparé de l'habitat par des frontières rigoureuses. L'entrée du charbonnage constitue une étroite porte d'accès pour passer d'un territoire à l'autre.

L'habitat, lui, est condensé dans la rue, lieu unique. L'identité spatiale (vécue) du quartier est bien définie, linéaire, simple à reconnaître. Les habitants appartiennent à un même lieu.

Jusqu'en 1973 : Le puits de mine n° 25 est géré, depuis la crise d'avant-guerre, par la société Monceau-Fontaine. Comme de nombreuses autres sociétés, celle-ci pourvoit au logement des mineurs dans le quartier, en même temps qu'elle fait appel à une main-d'oeuvre étrangère. Cette pratique économique et sociale débouche sur un phénomène de parcellisation urbaine : la réalité quotidienne est partagée à plusieurs titres : le travail, l'habitat, les difficultés d'adaptation à notre langue, nos coutumes, notre culture. L'isolement spatial, socio-culturel et politique favorise l'émergence de groupes spécifiques où les personnes reconnaissent leur appartenance.

En 1973 : fermeture du charbonnage. Que pourrait-il rester d'un quartier centré sur le charbonnage quand celui-ci disparaît ?

D'une part, si l'extraction minière se termine, la société immobilière Monceau-Fontaine continue. D'autre part, poursuivant son histoire, la population se fragmente en plusieurs groupes, entre lesquels la solidarité se fait moins évidente. À l'intérieur de ces groupes, les liens renvoient presque exclusivement à l'histoire du pays d'origine. La présence des derniers arrivants — les Turcs — est davantage marquée. Cette population¹ étant la plus jeune est aussi plus dynamique et volontaire ; à cela s'ajoute un nombre d'enfants plus élevé. D'autre part, la rue redevient lieu de passage en même temps qu'elle assure à elle seule l'identité vivante du quartier.

En 1975 : coup des urbanocrates. Ceux-ci décident de raser le quartier pour y édifier une gare de triage. Par ailleurs le plan de secteur prévoit d'affecter le quartier en zone industrielle. Ces événements contribuent à mobiliser les habitants du quartier dans une lutte contre les fumées d'Hainaut-Sambre.

C'est le point de départ d'une prise de conscience des besoins collectifs : principalement, des besoins suscités par la présence de nombreux enfants aux prises avec de grandes difficultés scolaires et un manque total d'infrastructure de loisirs. Des activités s'organisent : école de devoirs et animation avec les enfants. Sans moyens, avec l'aide de bénévoles.

Suite à cette mobilisation, peut-être..., suite à des intérêts politiques, l'arrêté d'expropriation se voit remplacé par une opération de rénovation.

En 1976 : Une équipe de reportage de la Radio-Télévision belge découvre le quartier du « 25 ». À la suite de cette émission, certains organismes s'inquiètent de la disparition rapide de vestiges industriels ainsi que des témoignages de luttes ouvrières et sociales qui secouèrent le Pays Noir. Ces organismes lancent le projet d'une « mémoire ouvrière », musée des luttes sociales de Wallonie.

La Fondation Roi Baudouin, sollicitée pour apporter son soutien à ce projet, répond positivement et demande une enquête

pour cerner les besoins du quartier au niveau des enfants, ainsi qu'une proposition d'aménagement des anciens bureaux de la direction du charbonnage. À la suite de cette enquête, les besoins prioritaires de la population sont désormais mieux perçus : rendre la rue moins dangereuse pour les enfants qui n'ont pas, pour le moment, d'autre espace de jeux ; aménager les anciens bureaux pour y établir une maison de quartier ouverte, vivante et favorisant l'échange entre les différentes communautés ; transformer une cour de charbonnage en « terrain d'aventure »...

En 1978 : Il est pratiquement acquis que le quartier, dans son ensemble, sera rénové. Soucieux de faire entendre la voix des habitants, le « 25 » se constitue en ASBL². À partir de ce moment, plusieurs groupes à vocation socio-culturelle adhèrent à l'association.

Sous la pression et l'influence de ces divers groupes, l'association redéfinit ses objectifs de manière telle que l'on peut désormais percevoir un glissement vers les besoins prioritaires des habitants au « détriment » de l'aspect strictement culturel du projet (mémoire ouvrière).

Voudriez-vous définir en quelques mots ce qu'est l'association le « 25 »

L'association le « 25 » est constituée de différentes organisations socio-culturelles et progressistes de Charleroi, du collectif d'animation qui est l'ensemble des personnes jouant un rôle dans le quartier et de deux représentants du quartier qui ont un droit de veto sur toutes les décisions prises.

Le but est d'essayer de rassembler toute une série de personnes concernées par le quartier, qui travaillent sur le quartier et qui peuvent être porteuses de ce qui se passe avec les gens du quartier. Les gens de l'animation ainsi que les organisations associées peuvent être le relais des revendications portées vis-à-vis des institutions sociales, économiques et politiques de la région et du pays.

Comment vous situez-vous dans cette action ?

Au moment de l'enquête, en 1976, nous avons beaucoup travaillé avec les animateurs de quartier pour toucher les parents, les enfants. Nous participions aux camps de vacances, à l'école de devoirs. Mais dans l'ensemble, nous sommes intervenus dans le quartier en tenant compte des différents groupes qui y existent : prioritairement des groupes d'habitants, en second lieu des groupes d'animation. Les gens du quartier ont peut-être un projet qui n'est pas

celui de l'animation mais qui est tout aussi intéressant, et qu'il faut aider à développer. On doit, par exemple, tenir compte d'un projet de cours de Coran qui n'est pas porté par les animateurs, mais par les gens du quartier.

Ainsi le groupe d'animation a des vues auto-gestionnaires intéressantes à notre niveau, mais ne correspondant pas à la demande des gens. La demande des gens est peut-être que l'on garde des gosses le samedi après-midi pour qu'ils puissent respirer dans leur maison. La maison de quartier — en 1978, il s'agit du petit coin du 25 — est mise sur pied non seulement pour les enfants mais pour le quartier : il y a les projets des femmes, du garage pour les adolescents, de la mosquée, l'école de devoirs, mais encore les habitants veulent des cours du soir pour obtenir un diplôme d'école primaire qu'ils n'ont pas. Nous avons été amenés à rendre ces choses-là visibles, parce que la seule chose visible risquait d'être l'animation avec les enfants.

Le projet que l'on a de l'aménagement des locaux est aussi un projet pédagogique. Dans ce projet il est tenu compte de toute une série de demandes individuelles tout en constatant que certaines demandes sont communes.

Il y a d'autre part des demandes faites par les gens et que les gens ne peuvent pas assumer. Quand ils disent : nos enfants n'en sortent pas à l'école et nous ne savons pas les aider, il est clair qu'il s'agit d'un projet qui ne sera pas porté par les parents et qu'il faut des intervenants extérieurs. Mais si l'on fait un projet avec les parents et les intervenants extérieurs, on arrivera peut-être à un projet collectif intervenants-parents. Cela empêche de tomber dans un ghetto mais aussi que l'animation chapeaute les gens du quartier. Il s'agit donc d'un projet des gens du quartier mais où des intervenants extérieurs répondent à leur demande.

Nous sommes partis de quelque chose de très concret : donner un lieu aux gens du quartier, et c'est comme cela qu'on a compris petit à petit demandes et projets et qu'une certaine coordination a été élaborée parce que nous nous sommes situés à un niveau qui voulait finalement avoir une vue globale sur le quartier et pas uniquement par rapport aux enfants. Si une maison de quartier est faite pour les gens du quartier, il faut penser l'ensemble du problème.

Nous avons essayé de ne pas arriver chez les habitants avec des questions-réponses mais nous

avons vécu, parlé et joué avec eux — il y a eu des fêtes — ; nous n'avons pas essayé d'avoir un statut d'interviewer mais nous avons voulu comprendre ce qui se passait.

Nous allons prochainement recevoir l'argent de la Fondation Roi Baudouin, ce qui nous permet de mettre la maison de quartier en place et de reprendre le processus. Il y a d'abord eu un temps fort avec l'enquête — l'an dernier on a travaillé tous les soirs du mois de février et du mois de mars en discutant avec les gens du quartier à partir de cette enquête — ; nous avons débouché sur un tas d'autres aspects. Quand on s'est intéressé au « petit coin du 25 », nous souhaitions quelque chose de petit, contrôlable par les gens, où il pouvait y avoir un projet collectif qui permettrait de mettre en place un processus de dialogue et de réflexion par rapport à eux.

C'est à partir de la maison de quartier, du « petit coin du 25 », que les gens ont commencé à parler des problèmes de leur maison, du fait qu'ils n'avaient pas de WC, que les trottoirs avaient des trous, du danger de la rue pour les gosses. C'était très concret.

Par rapport à la maison de quartier, nous avons un pouvoir puisque la Fondation Roi Baudouin nous donnait de l'argent qui permettait de faire quelque chose, mais par rapport à la rénovation, nous pouvions être un porte-parole à certains moments, mais sans aucun pouvoir. Il y avait la commission communale de la rénovation urbaine qui, à la même époque, devait être mise sur pied. Il y eut des réunions avec les gens pour envisager qui allait faire partie de cette commission. Des gens du quartier ont été nommés mais cette commission s'est réunie une fois depuis... Vis-à-vis du pouvoir, et malgré l'association 25, nous sommes très désarmés.

Dans quelle perspective la stratégie s'est-elle développée vers l'information, vers la maison de quartier ?

En ce qui concerne la maison de quartier, nous sommes parvenus à ce que cela fonctionne : cela semble assuré. Mais en ce qui concerne la rénovation, pour le moment c'est au point mort. C'est toujours dangereux d'intervenir auprès des gens : en même temps qu'on les mobilise, on ne peut rien faire, et on justifie une série d'attitudes avec lesquelles on n'est pas d'accord. Dès lors, actuellement, nous ne voyons pas bien comment trouver le joint avec la ville et le

pouvoir. On a déjà contacté les architectes de la rénovation mais c'est le blocage. Ils n'ont jamais l'occasion de venir.

N'est-ce pas à ce niveau que peuvent intervenir les organismes faisant partie du « 25 » ?

Oui, mais nous ne voyons pas vraiment de faille au niveau du pouvoir. Il faudrait trouver des moyens pour qu'il y ait un autre rapport de force qui s'établisse dans le style des ouvriers de Glaverbel qui viennent aménager la maison de quartier. À partir de ce moment-là, ce n'est plus seulement un problème de quartier mais aussi un problème d'emploi et cela peut devenir un rapport de force plus intéressant.

Comment ces ouvriers de Glaverbel ont-ils été amenés à travailler ici ?

Au mois de juillet dernier, il y eut des accords entre gouvernement, syndicat et Glaverbel pour faire une entreprise de rénovation et d'isolation. Durant un certain temps, ils ont été payés comme chômeurs de « luxe » : ils ne travaillaient pas mais ils étaient payés. Pour que le public ne dise pas : « Les gars de Glaverbel sont des planqués, ils ne font rien mais ils sont payés », ces ouvriers ont voulu entreprendre une action qui a pris la forme d'un projet de rénovation des habitations. En même temps, ils ont constitué un comité de soutien avec différentes organisations dont l'association du « 25 ». À partir de ce moment-là, l'aménagement de la maison du quartier était portée par une force plus vaste, plus importante. C'est également à cette époque que les pouvoirs publics ont commencé à réagir, parce que les gens de Glaverbel ne sont pas des immigrés ; ce sont des électeurs.

Comment intégrez-vous cela à ce que vous nommiez tout à l'heure votre projet pédagogique ?

Cet aménagement du « 25 », ça ne peut pas être uniquement des gens qui viennent isoler ou mettre des briques. On ne peut pas le concevoir ainsi. Il faut faire un projet d'information en matière, par exemple, d'électricité, de réparation de toiture, des choses de ce genre qui pourraient être utiles aux gens

du quartier. On pourrait envisager un cours d'électricité, amener à nouveau au « 25 » des gens de l'extérieur et créer ainsi un nouveau rapport de force, pour éviter de créer un ghetto. Je crois que par rapport à un projet comme le « petit coin du 25 », on peut vraiment centraliser quelque chose de concret et de contrôlable qui peut avoir des répercussions sur la rénovation et sur l'amélioration des maisons. Si les habitants ont vu au « 25 » comment installer l'électricité, la plomberie, ils peuvent le faire chez eux avec une même équipe.

Le « petit coin du 25 » peut-il être un lieu d'expérimentation ?

Oui, et de démythification de tous ces problèmes-là : n'importe qui, dès qu'il a une petite aide technique est capable de le faire chez lui. On pourrait jouer cela à tous les plans. Si je pense à la formation à Glaverbel, qu'on puisse mettre sur pied une préformation d'électricité. Mais cette préformation pourrait très bien se situer dans le « petit coin du 25 ». Ces mêmes cours pourraient servir à d'autres gens, de Marcinelle, du quartier et d'ailleurs.

Dans les perspectives d'avenir, il faut tout de même profiter de ce 1.800.000 frs qui donne la possibilité d'acheter des outils, des matériaux, etc. et de faire de cela un projet pédagogique intéressant, qui ne soit pas simplement de l'aménagement.

Un projet pédagogique intéressant pour le quartier et au delà du quartier ?

Quand on parle de désenclavement du quartier, amener des gens de l'extérieur est intéressant : c'est un biais par lequel il faut passer. Mais peut-être qu'un type de fonctionnement dans le quartier sera aussi manière de le désenclaver de manière plus intéressante que de transplanter ici 100 ou 200 personnes de plus dans les logements sociaux, avec tous les conflits que cela risquera de créer entre anciens et nouveaux habitants.

La population du quartier entre-t-elle dans ce projet, le saisit-elle ?

Non.

Pour elle, est-ce un lieu à utiliser pour une série de choses qu'elle a envie de faire ?

Oui, mais cela reste un projet. Un projet qui est pédagogique par rapport aux gens du quartier, par rapport aux gens de l'extérieur. Faire quelque chose et puis dire, vous pouvez consommer, moi je crois que cela ne marche pas. L'important est que les gens s'insèrent là-dedans et puissent effectivement réaliser ce qu'ils veulent avec des personnes de l'extérieur quand il le faut.

Moi, je crois qu'avec les gens du quartier il n'y aura jamais... enfin... leur demande n'est pas la nôtre... je crois qu'on peut arriver à une démarche collective à partir du moment où on prend en considération leurs envies personnelles et qu'on parvient à les insérer dans une démarche collective. Mais ce n'est pas leur demande. Je ne peux pas leur demander cela.

Mais ils ont des demandes ponctuelles qui peuvent s'inscrire dans votre projet ?

Oui, et alors peut-être qu'au fur et à mesure, on aura cette démarche collective. Je prends le cas par exemple d'un locataire de Monceau-Fontaine qui vit dans une maison qui n'est pas entretenue, où il n'y a pas de WC, etc. Il ne pense qu'à sa maison. Il pense à son WC qui ne va pas. Il pense qu'il a de l'eau dans sa cave toute l'année. Si on va chez un propriétaire du quartier qui n'a pas de problème de WC et d'eau dans sa cave, il commence à réfléchir. Tiens oui, mais l'environnement du quartier n'est pas très chouette. Lui, sa demande commence déjà à déborder. À partir de là, on peut avoir une confrontation à un niveau plus large.

Que pouvez-vous nous dire au sujet des habitants ?

Les trois quarts sont des immigrés, des Turcs. Ils sont bien organisés. Ils forment une communauté, ils ont des leaders, des chefs qu'ils élisent. Ils font des fêtes. Il y a pas mal de chômeurs. Au niveau habitat, il y en a à peu près 30 % d'une population plus ancienne dont quelques-uns sont partis.

En tant que population, c'est tout à fait différent : ils sont 6 ou 7 par famille turque ; ils sont 2 ou 3 par famille belge : donc il y a une disproportion.

Et en ce qui concerne l'animation avec les enfants ?

Ce sont des animateurs extérieurs et bénévoles qui interviennent. Il y a les enfants pour l'animation du samedi, il y a les enfants pour l'école de devoirs, il y a les femmes qui discutent de cuisine, de couture.

Qu'en est-il de la participation des habitants au niveau des réunions de l'association du « 25 » ?

Elles échappent aux gens du quartier notamment du fait de la présence de personnes et de pouvoirs extérieurs. Il y a également des difficultés au niveau du langage. Il faudrait 2 types de réunions : une avec les habitants et puis une au niveau de l'association le « 25 ». Mais mettre directement en rapport l'un avec l'autre, cela n'est pas si évident. À part un ou deux habitants, les autres croient que le type qui est là a un pouvoir alors qu'il n'en a aucun. Cela introduit une série de confusions qui font qu'on ne se comprend pas facilement.

Qu'en est-il de vos rapports avec l'équipe d'animation ?

Je trouve que de toute façon, l'animation c'est toujours ambigu. C'est sûr que nos projets le sont aussi puisque ce sont des projets. Pour citer un cas concret : nous pourrions disposer d'un budget de

1.800.000 frs. Ce sont les habitants qui vont utiliser cette maison, et les gens qui étaient présents à la réunion étaient des gens de l'animation.

Et les projets des habitants ?

Il a été difficile de faire comprendre à l'équipe d'animation que ce n'était pas à eux de décider de la destination de cet argent ; il y a d'autres projets à réaliser : il y a la Mosquée, le garage, la menuiserie, etc. Même au niveau de l'aménagement de la maison, il y a des outils à acheter, des outils qui seront à la disposition des habitants. Dans l'optique de l'animation, ce sont des jeux d'intérieur ; dans notre démarche à nous, cela peut être un marteau, une scie.

Qui va décider de l'achat de ces choses-là ?

Pour la fin du mois de mars, ce n'est pas possible de reconvoquer les gens du quartier avec leurs projets, de discuter avec eux. Il faudrait d'abord commencer à aménager la maison. Les gens pourront alors sortir leur projet et on pourra faire un budget pour les achats. À ce moment seulement on pourra décider des jeux qu'on achètera. C'est un projet qui dépasse la consultation, la répartition d'une somme d'argent. Ça dépasse l'occupation des enfants.

NOTES :

¹ La population se compose de 1300 habitants dont : Turcs 37 %, Belges 24 %, Italiens 18 %, Arabes 14 %.

² A.S.B.L. : association sans but lucratif.